

*de la sécurité sociale* qu'à la condition que la prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile.

**service-public.fr**

- > Impôt sur le revenu - Crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile : Liste des services rendus à domicile permettant de bénéficier du dispositif
- > Quelles sont les activités de services à la personne et comment y recourir ? : Liste des activités de service à la personne
- > Organisme de services à la personne : agrément et autorisation de déclaration : Conditions de l'agrément
- > Quels sont les taux de TVA applicables aux services à la personne ? : Activités de services à la personne soumises à agrément
- > Un particulier peut-il payer un auto-entrepreneur par Cesu préfinancé ? : Liste des activités relevant des services à la personne

**Dictionnaire du Droit privé**

- > Temps de travail

## *Chapitre II : Agrément et déclaration des personnes morales et entrepreneurs individuels*

### *Section I : Demande d'agrément*

R. 7232-1

Décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 - art. 1

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

La demande d'agrément d'une personne morale ou d'un entrepreneur individuel mentionné à l'article **L. 7232-1** est adressée par son représentant légal au préfet de département par voie électronique ou par lettre recommandée avec avis de réception.

R. 7232-2

Décret n°2016-1895 du 28 décembre 2016 - art. 1

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

La demande d'agrément mentionne :

- 1° L'adresse et la raison sociale de la personne morale ou le nom de l'entrepreneur individuel ;
- 2° L'adresse du principal établissement de la personne morale ou de l'entrepreneur individuel ainsi que l'adresse de leurs établissements secondaires, le cas échéant ;
- 3° Les départements où seront exercées les activités ;
- 4° La nature des prestations proposées et des publics ou clients visés ;
- 5° Les conditions d'emploi du personnel ;
- 6° Les moyens d'exploitation mis en œuvre.

R. 7232-3

Décret n°2022-1014 du 19 juillet 2022 - art. 22

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

A la demande d'agrément est joint un dossier comprenant :

- 1° Le numéro unique d'identification ou une copie des statuts de la personne morale, ou, le cas échéant, pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, un document équivalent à l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ;
- 2° Les éléments permettant d'apprécier le niveau de qualité des services mis en œuvre ;
- 3° Un modèle de document prévoyant une information des clients et des usagers en matière fiscale et des services administratifs en matière statistique ;
- 4° La liste des sous-traitants ;

Les personnes morales ou entrepreneurs individuels qui sont légalement établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen joignent à leur dossier toute information et tout document relatifs à leur situation au regard de la mise en œuvre des obligations prévues,